questionnaire Vert.e.s ville de Genève

Esther Schaufelberger

*Aménagement et environnement*

La réduction de la pollution lumineuse est une priorité pour moi. La restauration de la trame noire d’obscurité nocturne est vitale pour 3/4 des espèces de la région genevoise. L’extinction – ou la baisse d’intensité – de la lumière publique la nuit nécessite peu d’investissements et peut être mise en œuvre rapidement. Suite à une motion contre la pollution lumineuse que j’ai déposée au Conseil Municipal en 2019, Vernier met en œuvre un projet pilot d’extinction de lumière dans plusieurs quartiers pour six mois. La protection de l’infrastructure écologique doit être intégrée dans les projets d’aménagement dès leur conception. Il faut dégager des endroits pour des plantations en pleine terre et optimiser la gestion de l’eau pluviale sur place. Au lieu de construire de nouveaux parkings (Clé-de-Rive), il faut donner la possibilité à la population de se réapproprier l’espace public, par exemple par des jardins urbains, pour lesquels je m’engage depuis des années. Au niveau cantonal, la mise en œuvre du plan biodiversité, adopté par le Conseil d’Etat en juin 2020, doit être une priorité. Pour y arriver, il faut, entre autres, alimenter le fond cantonal de la biodiversité. Déterminée à réduire le bilan carbone des projets de l’Etat et à protéger la biodiversité, je donne la priorité aux projets de réaffectation et de réemploi des lieux existants plutôt que la construction du neuf. En termes de lieu culturel, je favoriserai une approche évolutive (exemple de Porteous) au lieu des grands projets gourmands en ressources comme celui de la Cité de la Musique.

*Sécurité*

Je suis en faveur d’une police de la proximité. La présence des agents sur le terrain répond à une demande de la population et est exprimée particulièrement par ceux et celles qui se sentent plus vulnérables face à des incivilités et la délinquance (voir dernier Diagnostic Local de la Sécurité). Cette police de proximité a un rôle à jouer dans la prévention des harcèlements de rue. 3 jeunes femmes sur 4 ont été victimes de harcèlement de rue ces dernières années. Le lutte contre ce fléau est une priorité. Le système actuel, composé d’une police de proximité cantonale et des différentes polices municipales, crée des inégalités de traitement des citoyens, car la présence policière diffère selon la commune d’habitation. Il est donc nécessaire de réformer le système pour assurer une égalité de traitement face aux inégalités territoriales, ce qui sera une de mes priorités. La négociation entre le canton et les communes quant à la mise en œuvre de la recommandation de la Cour des comptes devra, selon moi, établir une politique commune de sécurité entre canton et communes. Je veillerai à ce que le principe de subsidiarité, de proximité et d’égalité dirige les choix à prendre. Je m’opposerai au transfert des responsabilités vers des agents de sécurité privés.

*Economie*

La pandémie a montré le manque de résilience de certains secteurs de l’économie genevoise. De très nombreux commerçants, indépendants et employés craignent pour leurs revenus et salaires. Les mesures de sortie de crise passeront par renforcer la résilience, la reconversion et le soutien incitatif à la transition. Le système des bons d’achats solidaires de la Ville de Genève est une excellente initiative pour venir en aide au commerce local.

La crise a accéléré la transition dans la Genève internationale. Les organisations internationales, soucieuses de leur bilan carbone et impactées financièrement par la crise, vont réduire les voyages internationaux et les grands congrès, ce qui signifie une réduction de la demande. Genève, avec le soutien du DFAE, doit anticiper ces changements d’une manière innovative, accueillir des nouveaux acteurs du multilatéralisme (comme des villes) pour contribuer à la résolution des grands problèmes globaux, y compris le réchauffement climatique. Forte de mon expérience de longue date dans ce secteur, je veillerai à ce que Genève ne rate pas cette opportunité. Au sein du secteur financier, Genève a tous les atouts pour renforcer sa position de centre mondial de la finance durable. Le canton peut faciliter des démarches permettant à l’économie locale et solidaire de bénéficier d’investisseurs soucieux de la planète et de la cohésion sociale. Les aides à fonds perdus sont un instrument de sauvetage à court terme. Elles doivent être accompagnées de mesures structurelles pour accélérer la transition écologique, comme le renforcement de l’agriculture de proximité, des mesures incitatives en faveur de l’économie circulaire (« Innovation green deals ») et, en coordination avec la Confédération, l’annulation des dettes des crédits Covid pour les entreprises à haute valeur écologique et sociale.